



MBF

17 JUILLET 2012 / Déclaration CGT

C'est un nouvel épisode qui commence dès à présent; un épisode qui met fin à la période d'attente du redressement judiciaire que les salarié-es de MBF ont subie depuis un an ! Nous sommes au bout d'une procédure que le gouvernement précédent et PSA ont orchestrée longue et laborieuse, pour finalement aboutir à une proposition de suppressions de 180 emplois soit 40 % de l'effectif. Pour le Territoire du Haut-Jura c'est bien évidemment une catastrophe ! Et humainement, c'est de l'ordre de l'inacceptable !

Colères, espoirs, désespoirs, angoisses, injustices, révoltes cela fait 12 mois que ces sentiments se mêlent et se démêlent ; cela fait un an que PSA et Arche se jouent des 450 emplois, et cela en mettant tous les freins possibles en place afin de ne pas donner de visibilité pérenne des postes pour toutes ces femmes et ces hommes ! Des influences politiques ont probablement joué pour que nous en arrivions là, mais aussi l'attentisme des pouvoirs publics, et puis sans nul doute, un sentiment de revanche de PSA et Arche afin de faire payer aux salarié-es de MBF leurs ténacités dans les luttes qu'ils/elles ont menés contre la régression sociale organisé par le groupe Arche ces 5 dernières années !

Pendant ce redressement judiciaire les salarié-es de MBF ont démontré leur capacité d'investissement dans leur entreprise, permettant à tous les indices de productivité de revenir au vert. Ces femmes et ces hommes ont donc "joué le jeu" pour reprendre une triste expression du Président du Tribunal de Commerce à l'encontre des salarié-es ! Car à chaque épisode vécu au Tribunal depuis 12 mois, les salarié-es de MBF ont eu droit à un discours de culpabilisation, d'infantilisation, de méprise de la part du Président.....qui dans le même moment "oubliait" de **dénoncer la politique irresponsable socialement et industriellement du Groupe Arche vis-à-vis de MBF :**

- Pas d'investissement dans l'outil productif pendant 5 ans
- Des conditions de travail très dégradées
- Pas de dialogue social organisé, créant un climat délétère et menant l'entreprise dans un conflit social sans précédent
 - Déplacement de la charge de travail de MBF pour la mobiliser dans d'autres de ces usines, soit 15 tonnes/jour au total

- Enfin, un pillage des aides publiques reçues au titre de son implantation, de la formation, du chômage partiel..etc.

Alors que dans un courrier daté du mois de décembre, les Donneurs d'Ordre s'engageaient auprès du Tribunal de Commerce, à soutenir MBF dans son activité, si l'entreprise réussissait à revenir à des normes de production automobile, on ne peut que déplorer aujourd'hui, dans le projet de reprise une prévision de tonnage de PSA et Renault en constante baisse, passant de 32 tonnes/jour en 2012 à 21 tonnes/jour d'ici 5 ans.

PSA a donc décidé de se retirer de chez MBF à moyen terme, laissant 180 personnes sur le bord du chemin de l'emploi. Pourtant d'autres choix industriels sont possibles :

PSA annonce 588 millions de bénéfices nets pour 2011 !

PSA vient d'annoncer ses résultats financiers pour 2011 :

- 60 milliards de chiffre d'affaire (+ 7 %) : Record historique !
- Bénéfices nets de 588 millions d'euros !

A ces résultats positifs, il faut ajouter les 457 millions dépensés en 2011 :

- 200 millions de rachat d'actions PSA au mois d'août.
- 257 millions de dividendes versés dernièrement aux actionnaires.

Une poignée d'actionnaires, en particulier la famille Peugeot, ont mangé à eux tout seuls quasiment l'équivalent du bénéfice net.

Ces résultats financiers positifs sont la conséquence logique du record des ventes de 2010 et en 2011 de la 2^{ème} meilleure année de vente mondiale.

PSA a donc continué de s'enrichir malgré la crise économique !!!

Le PDG Philippe Varin, l'homme qui touche 9 000 € par jour, week-end compris, a affirmé devant toute la presse : « *la santé financière de PSA est robuste et sécurisée* ».

Il faut tordre le cou aux idées reçues sur l'Automobile:

Les ventes PSA en recul en juin en France ?

Cela va dans le sens de la direction qui dit que tout va mal. Depuis le début de l'année les ventes de Renault et de Fiat ont plus reculé que celles de PSA mais personne ne le dit. Il y a 15 ans, PSA vendait 2 millions de voitures. Aujourd'hui, c'est 3,6 millions. 2010 a été le record des ventes PSA. Et si le record a été raté de peu en

2011, PSA l'avoue : c'est à cause du tsunami japonais ! Où est l'écroulement du marché ? Arrêtons la désinformation.

Il y a trop d'usines PSA en France ?

De 2007 à 2012, La production moyenne totale des 5 usines de montage en France est de **1 234 000** voitures par an. En 2011, il y a eu **1 242 710** voitures montées dans ces 5 usines en France. (donc plus que la moyenne) Il n'y a donc pas de « *surcapacités* ». Par contre, la production des usines de Poissy, Sochaux et Mulhouse a augmenté au détriment de celle d'Aulnay et de Rennes. Mais cette déstabilisation d'Aulnay a été voulue et organisée par PSA, depuis trois ans. Pour Rennes, c'est le choix de ne pas y produire la future C5 qui inquiète. Il suffit donc d'alléger Poissy, Mulhouse et Sochaux pour fournir du travail à Aulnay et à Rennes.

Oui mais si les voitures ne se vendent pas ?

Aulnay fabrique la C3, la voiture la plus vendue du groupe ! De l'aveu-même de Denis MARTIN, il reste 450 000 C3 à fabriquer, de quoi donner du travail au site jusque fin 2016, avant de remplacer la C3 par un autre véhicule.

Aulnay n'est pas rentable ?

Les « experts » automobile disent qu'une usine est rentable à partir de 75% d'utilisation. Aulnay tourne en ce moment à 100%, après avoir tourné pendant des années à 130% !

Alors, pourquoi PSA veut fermer Aulnay ?

Parce que ses dirigeants veulent fabriquer le même nombre de voitures **sur 4 usines au lieu de 5** en surchargeant Poissy et Mulhouse. Par exemple, cette année, Sochaux a récupéré la 308 pour décharger Mulhouse qui a monté en régime la 208... pour soulager Poissy qui, du coup, a les moyens de fabriquer plus de C3, au détriment d'Aulnay !

PSA veut faire la même production avec plusieurs milliers de paies en moins !

Que faudrait-il faire alors ?

Répartir plus équitablement les productions sur tous les sites, ce qui éviterait les horaires à rallonge sur certains sites pendant que d'autres chôment ou sont menacés de fermeture.

Mais ça va coûter de l'argent et PSA dit qu'il n'en a pas ?

PSA a cumulé 10 milliards de bénéfices depuis 10 ans. Il y a un an, le PDG annonçait 11 milliards d'euros de réserves financières. Où est passé cet argent ? Il est normal que l'année qui suit les primes à la casse soit plus creuse. S'il faut faire des efforts pour passer le cap, c'est au tour de ceux qui en ont les moyens de les faire, les actionnaires qui n'ont pas besoin de tout leur argent pour vivre, contrairement à nous.

Mais PSA dit que la situation est catastrophique ?

Même quand ça allait très bien, PSA pleurait déjà. Si c'était catastrophique, est-ce que les actionnaires auraient touché 250 millions d'euros en 2011 ? Est-ce que PSA aurait racheté en 2011 pour 257 millions d'actions Peugeot. (perdus). Rien qu'avec cet argent, il y avait de quoi payer les salaires d'Aulnay pendant 4 ans ! Et quand on voit les salaires que se sont octroyés les dirigeants l'an dernier, on se dit que ce ne sont pas eux qui sont à plaindre. (9000 € par jour pour le PDG). Ce n'est pas aux salariés de payer la note.

Mais il faut bien ajuster la production à la demande ?

Oui, mais ce n'est pas aux salariés d'être la variable d'ajustement. Il faut répartir les productions et que les actionnaires soient moins gourmands.

Que peut faire le gouvernement ? PSA est un Groupe privé !

A chaque fois, on nous dit cela. Mais ça ne marche que dans un sens ! Les constructeurs automobile depuis des années ont touché des milliards de l'Etat, **des milliards d'argent public** ! En « aides », en subventions, en dégrèvement d'impôts, etc. Comment est-ce possible ? Quand il s'agit de donner de l'argent aux patrons privés, ce serait possible et quand il s'agirait d'empêcher les mêmes patrons de licencier, ce ne serait plus possible ? L'Etat a les moyens d'intervenir, bien sûr. Il reste à savoir s'il le veut !

L'Etat ne devrait-il pas plutôt s'occuper des reclassements ?

Les reclassements, c'est la tarte à la crème. Aujourd'hui, on ne parle plus de licenciements mais de départs en « *congé de reclassement* » Ça change quoi ? On fait croire aux gens qu'ils vont retrouver du travail. Une minorité en retrouve, le plus souvent à des salaires très bas. Et les autres restent au chômage ou en intérim. Le ministre n'est pas le ministre des reclassements ! Il n'est pas le ministre de l'accompagnement des licenciements. Il est le **ministre du redressement productif**. Il s'agit donc de développer l'emploi industriel et au minimum, d'empêcher les suppressions d'emplois et les fermetures d'usines.

La CGT veut rappeler qu'en ce qui concerne la situation de l'Automobile en France, et plus particulièrement du groupe multimillionnaire PSA, Il n'y a aucune raison légitime pour que le groupe annonce le moindre plan de suppression d'emploi, et encore moins de fermetures d'usine! En effet, non seulement les ventes sont loin d'être en recul, mais en plus PSA n'est absolument pas en difficulté financière.

Nous assistons à une véritable campagne mensongère de la part de la Direction de PSA qui voudrait faire croire que les ventes de voitures pour le premier semestre ont considérablement chuté.

Suite à l'alliance avec la General Motors ,PSA, en décidant de suivre l'embargo sur l'Iran - 2e marché pour le groupe, après le marché français-, a fait une croix sur une vente de plus de 450 000 véhicules par an .En maintenant ses ventes en Iran, le groupe aurait dû annoncer le même niveau de ventes que celui de l'année dernière -un des meilleurs cru de son histoire.

Évidemment en annonçant un même niveau de ventes mondiales qu'en 2011, il devient plus difficile à PSA de justifier l'injustifiable : la fermeture de l'usine d'Aulnay, ainsi que le vaste plan de suppression d'emploi dans le groupe, sans compter la répercussion sur les sous-traitants, et donc Mbf.

Sur notre Territoire, la proposition de reprise de l'entreprise MBF par le groupe B4Italia, laissant sur le carreau 180 salarié-es, n'est pas acceptable.

Parce que l'enjeu de Territoire est important au regard du maintien des emplois industriels, de la fonderie, des services publics, MBF aurait du vivre avec ses 433 emplois!

C'est pourquoi, la CGT demande à l'Etat d'intervenir afin d'organiser au plus vite:

-Un moratoire des réorganisations annoncées par PSA, car nous sommes dans une phase de concertation. Nous revendiquons une extension des droits d'intervention des salarié-es, comme le droit suspensif des élu-es sur les licenciements, le droit d'intervenir dans les conseils d'administrations

-Une table ronde pour travailler à un diagnostic sur les problématiques de la filière automobile: quelle surcapacité réelle dans l'industrie? Quelle cadence dans les usines et avec quelle condition de travail?

A MBF, comme ailleurs, la réduction du temps de travail et la reconnaissance de la pénibilité, comme facteur de départ à la retraite anticipée, sont des leviers à travailler dès maintenant pour préserver TOUS les emplois du site!

Enfin, je voudrais terminer mon intervention en saluant la mémoire de Phinasa Souphane, votre collègue et camarade, décédé il y a quelques jours dans l'entreprise, à l'âge de 39 ans, d'un arrêt cardiaque. L'annonce de sa mort est violente et nous rappelle que vous subissez depuis plus d'un an l'angoisse, les espoirs et les désespoirs d'une situation instable!

Je ne doute pas que si Mr Phinasa avait été encore vivant, il serait parmi vous aujourd'hui à manifester, car comme vous il avait la certitude qu'un avenir industriel était possible à MBF.

Je comprends votre sentiment de colère et le fatalisme aussi, qui l'accompagne. Il est compréhensible que vous cherchiez des portes de sorties à la situation. Mais n'oubliez pas que grâce à votre mobilisation l'année dernière vous avez maintenus 199 emplois de plus dans l'emploi pendant un an!

Dans cette étape nouvelle qui se présente à vous aujourd'hui, vous pouvez continuer à compter sur la CGT pour lutter aux maintiens de vos acquis et à l'amélioration de vos conditions de travail, mais aussi pour lutter et gagner de nouveaux droits.

La lutte ne s'arrête pas, elle peut prendre des formes différentes vous le savez, tout est en mouvement....toujours!

Lons-le-Saunier, le 17 juillet 2012

Raphaëlle Manière

Responsable Départementale CGT du Jura

06 83 13 96 68